

# Opposants commence cellule Sorbonne-Lettres

dérobades et, quand cela ne suffit pas — il ne faut pas aller par quatre chemins — Léon Feix a recouru au mensonge pur et simple.

Donnons-lui la parole :

« Il [le P.C.F.] s'est dressé contre les saignées du Constantinois en 1945... » Et les attaques calomniatrices que l'on put lire, à ce moment dans « l'Humanité », assimilant le Parti Populaire Algérien d'où devaient sortir le M.T.L.D. et le F.L.N. au P.P.F. de Doriot? Et les déclarations de Jacques Duclos selon lesquelles ceux qui réclamaient l'indépendance faisaient le jeu de l'impérialisme? C'est sans doute pour cela que la résolution du Comité Fédéral de Paris contient ces mots : « Notre Parti, depuis sa création fut et demeure le seul à s'être prononcé pour le droit des peuples coloniaux à l'indépendance ».

Et l'intervention de Pierre Fayet, député à l'Assemblée nationale, que nous tenons à reproduire. Il y parle « des agents de la cinquième colonne, membres connus du Parti Populaire Algérien, agissant par tous les moyens pour affaiblir tout ce qui pouvait servir la France. » (F. O., 12-7-45).

Il serait possible de remonter beaucoup plus loin. En 1937, l'Etoile Nord-Africaine créée en 1926, fut dissoute par le Front populaire. Le P.C.F. ne protesta pas.

Mais Feix compte que les récents adhérents n'iront pas voir si loin. C'est la mesure de tout le mépris qu'il leur voue.

« Bien, diront certains. Mais c'est depuis novembre 1954 que le Parti a sous-estimé le problème algérien... Il suffit de reprendre tous les documents du Comité Central, toute notre presse, toutes les interventions et discours des dirigeants du Parti pour se rendre compte que, depuis le premier jour de la guerre, le problème algérien a occupé une place centrale dans les préoccupations et dans l'action du Parti... » Léon Feix passe sous silence honteusement le principal. Il sait cependant que lorsque les combats faisaient déjà rage en Algérie et que les combattants algériens luttèrent pour l'indépendance, la direction thorezienne s'en tenait au mot d'ordre d'Union Française. Il sait que ce n'est que très peu avant le XIV<sup>e</sup> Congrès que le Bureau Politique abandonna ce mot d'ordre réactionnaire. D'ailleurs la résolution de la cellule de Sorbonne-Lettres est parfaitement claire à ce sujet : « En se maintenant trop longtemps sur le terrain de la défense de l'Union française... notre Parti a méconnu l'importance du mouvement qui ébranlait les bases de l'Empire français... » Léon Feix se garde bien de citer ce passage très concret, très précis.

A quoi bon alors faire état de tous les tracts, de toutes les brochures, de tous les discours, des participations aux manifestations de rappelés si toute cette agitation était rendue caduque par une orientation erronée qui culmina dans le vote des pouvoirs spéciaux que la cellule de Sorbonne-Lettres condamne en ces termes, auxquels ne répond pas Feix : « ...Si nous avions à ce moment, refusé toute participation à la majorité de la guerre en Algérie, nous n'aurions en aucune façon commis l'erreur dénoncée par Maurice Thorez, de prendre la partie pour le tout ». Au contraire, nous aurions montré où était l'essentiel, ce dont tout dépendait. Nous aurions fait voir clairement au peuple français que la Paix en Algérie était bien considérée par les communistes comme la question décisive... »

Ce passage est à la fois la meilleure réfutation du vote des pouvoirs spéciaux et de la tactique opportuniste du Front Unique qui fut celle du P.C.F. à cette époque et par laquelle Feix essaie, une nouvelle fois, mais en vain, de justifier la direction.

Ce vote des pouvoirs spéciaux provoqua le désarroi chez les manifestants, et porte une part de responsabilité dans l'effritement des manifestations de rappelés. Parlons-en d'ailleurs des manifestations de rappelés dont les participants les plus résolus étaient traités de provocateurs par « l'Humanité ». Quant aux Comités pour la Paix en Algérie, ce que Feix oublie de dire est que leur activité était pratiquement sabotée. Pendant toute une période ces Comités eurent tendance à se fédérer sur le plan

cantonal et même départemental. Un Comité National représentatif pouvant coordonner les manifestations sur l'ensemble du territoire était même en vue. Les représentants de la Direction nationale et des Directions départementales firent tous leurs efforts pour les empêcher de se fédérer, portant ainsi un coup décisif à la coordination nécessaire de toutes les actions.

Voilà quelle fut la politique de Thorez-Duclos-Feix. Cette politique n'était pas le fait du hasard ou de la couardise ou d'une quelconque insuffisance organisationnelle. Elle fut le fruit d'une orientation idéologique fautive, mais délibérée.

La cellule Sorbonne-Lettres voit les raisons profondes de la politique du P.C.F. dans la théorie de l'intérêt national, des liens durables entre l'Algérie et la France. Théorie qui fait appel « aux intérêts légitimes de la France » (Fajon, 13-4-56). De quelle France s'agit-il, en l'occurrence? De la France capitaliste, impérialiste, divisée en deux classes principales antagonistes. Et ce million d'Européens pour la plupart, qui sont-ils? Ils se refusent précisément à l'idée d'une République algérienne parce qu'elle mettrait fin à leur statut particulier d'opresseurs de la masse arabe, kabyle et berbère. Thorez en 1939 ébauchait sa théorie de la nation en formation. Il soutint pendant des années qu'il n'y aurait pas de nation algérienne sans la fusion des Européens et des Algériens. Brusquement, « le 15 février 1957, il déclara que la fusion était réalisée alors que la quasi totalité des Européens était unie autour des colonialistes ». (Le P.C.F. et la Révolution algérienne. Un document de la Fédération de France du F.L.N. algérien. « Quatrième Internationale », avril 1958).

Toutes ces positions stalinothoreziennes aboutissent à mettre sur le même plan, malgré les dénégations toutes verbales, le nationalisme d'un pays impérialiste et celui d'un pays sous-développé, exploité par la métropole et à ne pas donner à ce dernier le soutien matériel, la solidarité effective. Il en était de même envers ceux des Français le plus lucidement anticolonialiste, comme H. Lietchi dont le geste et l'incarcération furent cachés pendant des mois à l'opinion publique.

Et ce sont ces Thorez, ces Feix, ces Fajon, ces Duclos, qui voudraient donner des leçons de léninisme, eux qui ont rusé avec les faits en employant des formules aussi scandaleuses que celle d'Union Française et aussi ambiguës que celle de « fait national algérien »! Ce n'est que contraints et forcés et dans la toute dernière période que les membres du Bureau Politique se décidèrent à adopter le mot d'indépendance.

Ils s'efforcèrent et continuent de s'efforcer de nier le véritable caractère des événements d'Algérie, à savoir qu'il ne s'agit pas d'une guerre mais d'une Révolution prenant place dans le processus général de la révolution socialiste mondiale, même si les dirigeants du F.L.N. n'en sont pas entièrement conscients.

## IV. — LES REVELATIONS INVOLONTAIRES DE LEON FEIX

L'exercice de justification de Léon Feix qui ne fait que répéter comme un moulin à prière ce que l'on peut lire dans « l'Humanité » depuis cinq ans, pour être sans intérêt idéologique, n'en est pas moins révélateur du mécontentement politique profond et durable qui existe dans le P.C.F. et que la direction ne parvient plus à cacher.

Toutes les coulures de Maurice Thorez et de Marcel Servin n'ont pas été avalées. Apparemment il s'en faut de beaucoup si on lit attentivement la prose de Feix : « Les appréciations de la direction du Parti... ont été très largement approuvées... cela ne veut pas dire que des camarades ne se soient pas posés et ne se posent pas encore des questions... il est normal que les communistes s'interrogent sur les causes possibles d'une situation aussi sérieuse et qu'ils examinent de façon concrète que l'activité du Parti, en vue de déterminer les insuffisances, voire les fautes qui ont pu se produire, afin d'y remédier.

« Il est excellent que de très nombreuses cellules aient discuté de ces questions et aient tenu à faire connaître leur opinion aux organismes supérieurs : Comité de Section, Comité Fédéral, Comité Central.

« Pour sa part, le Comité Central a reçu un nombre relativement important de résolutions de cellule. Beaucoup (N.D.L.R. : tiens, tiens pas toutes) témoignent d'un grand esprit de responsabilité. Les camarades apprécient la politique et l'activité du Parti. Ils relèvent ce qui leur paraît être des faiblesses et des défauts de notre travail. Ils expriment des critiques. Ils présentent des suggestions souvent judicieuses. Ils demandent des précisions, des éclaircissements sur tel ou tel aspect de notre politique qui leur semble encore plus ou moins obscure... »

(Suite page 8.)